

Solidarités International

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 50, rue Klock - 92110 Clichy

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association Solidarités International, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes :

- ✓ « VI – Les fonds dédiés » qui présente l'affinement de méthode en ce qui concerne la comptabilisation des écarts de change latents
- ✓ « XIII – Engagements hors bilan » qui présente l'approche adoptée en matière de programmes non intégralement co-financés.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie « VI – Les fonds dédiés » de l'annexe présente les mouvements

intervenues sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés :

- ✓ sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles par sondages des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ;
- ✓ de la correcte évaluation et comptabilisation des écarts latents de change.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note XIV de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

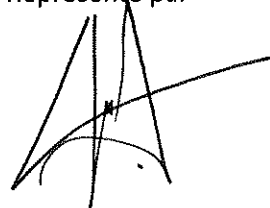
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 13 juin 2012

IDF Expertise & Conseil

Représenté par



Eric Chapus

		Valeur au 31 / 12 / 2011		31/12/2010
ACTIF		Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette
ACTIF IMMOBILISE	<i>Immobilisations incorporelles</i>	149 707	137 544	12 163
	Frais d'établissement			
	Logiciels	149 707	137 544	12 163
	Autres			
	<i>Immobilisations corporelles</i>	611 557	384 508	227 049
	Terrains			
	Constructions			
	Agencements installations	189 414	80 812	108 602
	Equipements techniques	23 097	10 230	12 866
	Matériel et mobilier	153 775	128 231	25 543
	Matériel de transport	242 189	162 151	80 038
	Autres	3 083	3 083	
	En cours			
	<i>Immobilisations financières</i>	159 473	0	159 473
	Participations	34 624		34 624
	Prêts			
	Intérêts courus non échus	2 502		2 502
Dépôts et cautionnements	122 347		122 347	
Total actif immobilisé	920 787	522 052	398 686	
ACTIF CIRCULANT	<i>Stocks et en cours</i>	103 754	0	103 754
	Matières premières			
	Approvisionnements	103 754		103 754
	En cours de production de biens ou de services			
	Marchandises			
	<i>Fournisseurs débiteurs immobilisations</i>			
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations			
	<i>Créances et comptes rattachés</i>	20 763 606	0	20 763 606
	Baillleurs - débiteurs divers	20 413 529		20 413 529
	Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	64 160		64 160
	Fournisseurs débiteurs	21 156		21 156
	Fournisseurs RRR et autres avoirs			0
	Autres débiteurs	264 760		264 760
	<i>Disponibilités</i>	5 694 420	0	5 694 420
	Placements : valeurs mobilières et autres	1 998		1 998
	Disponibilités	5 692 422		5 692 422
	Virements internes			0
Placements				
Intérêts courus non échus				
COMPTES ET REGULARISATION	Charges constatées d'avance	96 404		96 404
	Etat-Produit à recevoir			0
	Autres Produits à recevoir	7 284		7 284
	Autres comptes à régulariser			0
	Différences de conversion Actif	355 334		355 334
	Total actif circulant et assimilés	459 022	0	459 022
	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>			
	<i>Primes remboursement obligations</i>			
	<i>Intérêts d'emprunt à étaler</i>			
	Total de l'actif	27 941 540	522 052	27 419 488

	PASSIF	31/12/2011	31/12/2010
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS		
	FONDS PROPRES (Fonds associatifs sans droit de reprise)	1 428 007	1 377 063
	Valeur du patrimoine intégré		
	Fonds statutaires		
	Apports sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		
	Écarts de réévaluation		
	Sur biens sans droit de reprise		
	Sur biens avec droit de reprise		
	Report à nouveau	1 377 063	1 300 568
	Résultat	50 945	76 495
	Réserves		
	Indisponibles		
	Statutaires ou contractuelles		
	Réglementées		
	Autre(dont projet associatif)		
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (Fonds associatifs avec droit de reprise)		
	Apports avec droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Droit des propriétaires (commodat)			
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES			
AMTS	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	375	374,86
PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	327 101	405 007
	Pour risques et charges	271 958	381 050
	Pour risques de change	55 233	23 956
FONDS DEBIES	FONDS DEBIES	21 676 485	23 615 704
	Sur subventions de fonctionnement	21 676 485	23 615 704
	Sur dons manuels affectés		
	Sur autre ressources		
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES D'INVESTISSEMENT		
	Capital emprunté		
	Intérêts courus non échus		
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES DE TRESORERIE	0	600 250
	Banques		600 250
	Capital emprunté		
	Intérêts courus non échus		
	AUTRES DETTES	3 643 942	2 611 450
	Avances reçues et Baillleurs créditeurs	572 837	301 237
	Fournisseurs et comptes rattachés	866 886	591 051
	Dettes relatives au personnel et Impôts	1 110 077	972 759
Dettes Immobilisations et comptes rattachés			
Dépôts usagers			
Autres dettes - Programmes à réaliser	1 094 142	746 402	
COMPTES DE REJURISATION	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
	TOTAL DETTES ET ASSIMILES	343 488	233 958
	Différence de conversion Passif	343 488	233 958
	ENGAGEMENTS RECUS		
	Legs nets à réallser		
	Accépés par les organes statutairement compétents		
Autorisés par l'organes de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			
	TOTAL DU PASSIF	27 419 488	28 843 805

CHARGES INTITULES	31/12/2011	31/12/2010	PRODUITS	
			31/12/2011	31/12/2010
COÛTS DE PERSONNEL			PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE	
Appointements bruts	14 907 187	11 501 556	Cotisations	3 060 2 780
Indemnités diverses insertion professionnelle			Dons	3 523 807 3 796 400
Charges sociales	2 180 700	2 165 818	Legs et donations	1 371 66 952
Charges fiscales & assimilées	359 217	280 254	Ventes diverses	
Indemn. Journalières. Formation continue			Subventions de fonctionnement	47 219 229 42 917 172
Autre coûts	1 907 144	1 269 682	Produits liés à des financements réglementaires	
TOTAL COÛTS DE PERSONNEL	19 354 248	15 217 311	Ventes de dons en nature	
Variation de stock de matières consommables	18 106	-82 222	TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE	50 747 467 45 783 308
Alimentation			Prestations aux usagers	
Combustibles & énergie	285 853	243 522	Prestations aux tiers	
Carburant & fournitures garage	1 064 851	756 896	Production d'immobilisations	
Fournitures & Etudes pour Evenementiel / Campagne Collecte	1 138 064	1 331 572	Produits d'activité annexe Terrain	4 930 1 062
Fournitures atelier entretien	1 653 513	1 267 437	Subvention d'exploitation	14 110 33 370
Fournitures administratives	267 859	274 757	Reprises sur provisions	191 337 23 800
Fourniture d'équipement durable Bailleurs	816 899	881 976	Reprises sur amortissements	
Fournitures vie sociale			Transferts de charges	2 129 2 602
CONSOUMMATIONS	5 245 146	4 673 937	Autres produits	21 296
Sous-traitance				
Crédit-bail	12 755	12 755		
Locations & charges locatives	4 005 090	3 098 511		
Entretien & réparations extérieurs				
Contrats d'entretien	29 539	27 585		
Entretien & réparation matériel de transport & divers	308 280	388 925		
Primes d'assurances	298 458	210 225		
Etudes, cotisations, documentations	4 494	13 099		
Personnel extérieur				
Honoraires et divers	508 934	405 611		
Information, publicité	150 760	127 414		
Transports	652 844	867 907		
Déplacements, missions, réceptions	2 753 480	2 326 595		
Frais PTT	999 966	1 107 022		
Service bancaires	322 140	258 687		
Divers	22 161	17 751		
Autres impôts	192 073	173 108		
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	10 260 973	9 035 195		
Aides: achats - Assurances	17 626 702	11 302 574		
Quote-part des services gérés en comun				
Subventions Internes de fonctionnement				
Dépenses inéligibles	18 523	32		
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	51 100	56 000		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions	82 245	120 126		
Pertes sur créances irrécouvrables				
Autres charges de gestion courante divers	4	14		
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	17 778 573	11 478 746	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	212 526 61 130
Engagements à réaliser sur ressources affectées	20 457 017	19 448 229	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	22 780 213 13 099 198
TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES	73 095 956	59 853 419	TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS	73 240 206 59 943 632
RESULTAT COURANT NON FINANCIER NEGATIF			RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF	644 250 90 215
Charges financières :			Produits financiers :	
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	55 233	23 956	De participation	
Intérêts et charges assimilées	26 083	21 934	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	221 73
Différences négatives de change	1 080 603	982 143	Autres intérêts et produits assimilés	68 1 249
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	23 956 7 736
Autres charges financières			Différences positives de change	711 934 1 066 062
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
TOTAL CHARGES FINANCIERES	1 161 919	1 028 033	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	736 180 1 075 119
RESULTAT FINANCIER NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)	-425 738	47 086	RESULTAT FINANCIER POSITIF (PRODUITS > CHARGES)	
RESULTAT COURANT NEGATIF	218 512	187 299	RESULTAT COURANT POSITIF	
Charges exceptionnelles :			Produits exceptionnels :	
Créances irrécouvrables			Reprise sur provisions pour créances douteuses	
charges sur exercices antérieurs	26 709	1 111	Produits sur exercices antérieurs	21 562
Autre charges exceptionnelles	210 810	126 276	Autres produits exceptionnels	55 730 28 122
Pénalités - amendes fiscales et sociales			Produits de cession des immobilisations	14 222 16 899
Dotations excep; amortissements et provisions			Produits de cession équipements durables	
Dotations fonds de trésorerie				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	237 519	127 386	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 952 66 583
RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)	-167 567	-60 804	RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS > CHARGES)	
TOTAL DES CHARGES	74 495 394	61 008 839	TOTAL DES PRODUITS	74 546 339 61 085 333
Excédent de fonctionnement	50 945	76 495	Déficit de fonctionnement	
TOTAUX	74 546 339	61 085 333	TOTAUX	74 546 339 61 085 333
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Secours en nature	2 008 022	4 230 880	Dons en nature	2 008 022 4 230 880
Mise à disposition gratuite de biens et services	65 896	75 455	Prestations en nature	65 896 75 455
Personnel bénévole			Bénévolat	
TOTAL DES CHARGES	76 620 257	65 391 668	TOTAL DES PRODUITS	76 620 257 65 391 668

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. FAITS MARQUANTS

L'année 2011 confirme la progression qui a marqué l'association en 2010.

Les missions ouvertes en réponse à des catastrophes naturelles en Haïti et au Pakistan en 2010 consolident leurs activités en 2011 avec une augmentation de volume de 76% par rapport à l'année précédente, soit de 5,7M€ en 2010 à 10,1M€ en 2011.

Le cyclone Giri au Myanmar en octobre 2010 et la sécheresse dans la Corne d'Afrique en 2011 sont des catastrophes naturelles qui ont le plus influencé les réponses humanitaires de SOLIDARITES INTERNATIONAL en 2011. La situation dans la Corne d'Afrique a suscité des réponses importantes du grand public et des bailleurs institutionnels et la région augmente son volume de 45% par rapport à l'année 2010 (4,0M€ en 2010, 5,8M€ en 2011).

Des événements politiques importants ont marqué l'année 2011, notamment la crise en Côte d'Ivoire: avec la mobilisation de la mission SOLIDARITES INTERNATIONAL au Libéria en accueil des déplacés et le maintien de la mission SOLIDARITES INTERNATIONAL en Côte d'Ivoire en cours de fermeture en début 2011. Une mission d'évaluation était menée en Libye mais les actions n'étaient que de courte durée. SOLIDARITES INTERNATIONAL a préféré recentrer l'effort des équipes en 2011 sur les missions existantes.

Le contexte au Sud Soudan et la création de la nouvelle République du Soudan du Sud en juillet 2011 maintiennent les actions de SOLIDARITES INTERNATIONAL au même niveau que l'année 2010.

En conséquence le volume de nouvelles ressources institutionnelles augmente à nouveau pour atteindre 44,6M Euros en 2011 par rapport à 42,1M Euros en 2010. Au total le volume financier pour l'année progresse de 46,9M Euros en 2010 à 51M Euros en 2011. Au regard des ressources utilisées, l'évolution est encore plus marquée passant de 40,5M Euros en 2010 à 53,3M Euros en 2011, soit 32%.

Avec l'utilisation régulière des foires en RDC - les distributions de coupons à la place de distributions directes de produits non alimentaires aux populations déplacées - 2011 voit une nouvelle baisse des dons en nature. A -52% elle est significative et les dons en nature pour 2011 s'élèvent à 2,1M Euros, le niveau le plus bas depuis 8 ans. La baisse des contributions en nature explique la baisse du volume total des missions SOLIDARITES INTERNATIONAL en RDC. Avec la croissance des missions en Haïti, au Pakistan et dans la Corne d'Afrique, elles représentent 32% du total des missions à l'international contre 41% en 2010.

Avec le départ du Zimbabwe en fin d'année 2011 et des projets opérationnels commencés à Kinshasa à partir de juillet 2011, SOLIDARITES INTERNATIONAL compte 17 missions opérationnelles en 14 pays au 31 décembre 2011.

Les contributions des entreprises et d'autres organisations privées augmentent de 134% en 2011 par rapport à l'année 2010. Il s'agit de la confirmation d'une tendance déjà constatée en 2010: des projets humanitaires mise en œuvre sous forme de consortium, avec notamment un consortium très important au Bangladesh chapeauté par OXFAM.

La collecte des dons auprès du public est en très légère baisse, 3%, par rapport à l'année 2010. Le montant de 111K Euros de dons affectés concerne essentiellement des dons pour la sécheresse en dans la Corne d'Afrique. Les dons manuels affectés ne représentent que 3% des ressources collectées auprès du grand public en 2011. Les frais d'appel à la générosité publique baissent de 16 % par rapport à l'année 2010 en raison notamment des campagnes de télémarketing non reconduites en 2011. Au total les frais de recherche de fonds baissent de -14% entre 2010 à 2011, soit - 270K€.

La communication a continué son partenariat de mécénat de compétences avec l'agence BDDP Unlimited avec la création d'un spot «Water & Ink » pour la Journée Mondiale de l'Eau 2011. Le renforcement du service pendant l'année a permis la refonte du journal des donateurs, la mise en place d'un deuxième mécénat de compétences dans le domaine des réseaux sociaux et la préparation du Forum Mondial de l'Eau 2012 à Marseille.

Plusieurs changements ont eu lieu au siège en 2011 pour répondre aux besoins d'une association en évolution permanente. En premier, l'arrivée d'un Directeur Général Délégué et d'un Directeur des Missions à la place d'un Directeur Exécutif. En complément des nouveaux directeurs, plusieurs services ont été renforcés: une nouvelle unité géographique a vu le jour au premier semestre pour la gestion du volume d'activité humanitaire et de nouveaux postes ont été ouverts aux services RH et logistique. Le recrutement d'un DRH au début 2012 a clôturé le renforcement de la Direction entamé depuis 2 ans. L'ensemble des nouveaux recrutements 2011, l'impact sur 12 mois de la rémunération des entrées de personnel sur l'exercice 2010 et une révision significative de la grille de salaires au deuxième semestre 2011 expliquent l'augmentation de 22% des frais de siège et du support aux opérations en 2011 par rapport à 2010. Malgré cette hausse significative, la part des frais de siège se limite à 6,4% des emplois financiers de l'association.

En 2011, l'effet change a eu un impact négatif malgré une compensation pratiquée pour provisionner les gains et charges latents au 31/12/2011. Néanmoins, SOLIDARITES INTERNATIONAL affiche un résultat excédentaire de 50K Euros pour l'exercice 2011 et les fonds associatifs s'établissent à 1,4M Euros au 31/12/2011.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations, homologué par règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-01 du 8 avril 1999. Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de structure	1 an à 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel Programme	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an à 2 ans*	Linéaire

* La durée d'amortissement varie selon le type de matériel ou véhicule.

Les taux d'amortissement des immobilisations sur les missions varient selon le type de matériel ou véhicule immobilisé.

III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

- 1 - Fournitures consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte, évaluées selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)
- 2 – Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Il est évalué selon cette même méthode FIFO.

IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les créances sont analysées selon leurs échéances à moins d'un an ou plus d'un an. Les échéances à plus d'un an concernent les projets pluriannuels dont les règlements interviennent selon l'avancement des activités et de la validation des rapports financiers par le bailleur institutionnel.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est quasi avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2011, par le biais d'une comptabilisation d'un écart de conversion actif ou passif.

Les créances cédées aux banques en garantie des découverts accordés, dans le cadre la loi Dailly, sont maintenues dans le poste « Bailleurs – Débiteurs divers » (1,1 M€ au 31 décembre 2011).

V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVICES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent l'association. Ce pool a fait l'objet d'un avenant pour faire rentrer la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) début 2005. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES INTERNATIONAL par les banques comme suivant :

- La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 675 000 €.
- Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et, sur le compte en devise USD, à hauteur de 135 000 €.
- Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400 000 €.
- La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur de 245 000 €.

Les comptes bancaires et caisses en devises sont convertis en euro au taux de fin d'exercice (taux *inforeuro* du mois de décembre 2011).

VI – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2011	R.A.N.U. de l'exercice (1) 7894	Consommation des R.A.N.U des exercices antérieurs (2) 6894	ECP 476100 2010	ECP 477100 2010	ECA 476100 2011	ECP 477100 2011	Fin 2011
010 -Fonds dédiés AFGHANISTAN	3 590 181	-3 126 343	4 750 043					5 213 881
120 -Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	872 696	-872 696	1 687 836					1 687 836
121 -Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunla)	1 007 827	-1 007 827	733 291					733 291
125 -Fonds dédiés RDC SUD EST	1 553 594	-1 553 594	599 644					599 644
150 -Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	77 370	-77 370	102 898					102 898
180 -Fonds dédiés LIBERIA	792 548	-792 548	1 030 581					1 030 581
210 -Fonds dédiés HAITI	5 587 441	-5 263 143	1 918 807					2 243 105
250 -Fonds dédiés PAKISTAN	3 098 128	-3 098 128	2 919 211					2 919 211
260 -Fonds dédiés KENYA-SOMALIE	2 811 679	-2 811 679	2 887 393					2 887 393
280 -Fonds dédiés THAILANDE	755 450	-650 693	516 010					620 767
290 -Fonds dédiés SUD SOUDAN	162 267	-162 267	1 503 564					1 503 564
300 -Fonds dédiés R.C.A.	1 782 579	-1 782 579	1 264 891					1 264 890
320 -Fonds dédiés BANGLADESH	598 084	-598 084	209 004					209 004
330 -Fonds dédiés TCHAD	657 939	-657 939	158 901					158 901
340 -Fonds dédiés BIRMANIE			501 519					501 519
350 -Fonds dédiés ZIMBABWE	267 922	-267 922						
TOTAL	23 615 704	-22 722 811	20 783 592					21 676 485
Complément fonds dédiés liés au change ECP								
010 -Fonds dédiés AFGHANISTAN			-1 558			-1 558		
060 -Fonds dédiés BURUNDI								
120 -Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	0	-14 226	-80 586		14 226	-80 586		
121 -Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunla)		-17 785	-19 816		17 785	-19 816		
125 -Fonds dédiés RDC SUD EST			-8 343			-8 343		
150 -Fonds dédiés COTE D'IVOIRE								
180 -Fonds dédiés LIBERIA								
210 -Fonds dédiés HAITI			-1 724			-1 724		
250 -Fonds dédiés PAKISTAN		-5 277			5 277			
260 -Fonds dédiés KENYA-SOMALIE			-59 012			-59 012		
280 -Fonds dédiés THAILANDE		-18 323	-37 718		18 323	-37 718		
290 -Fonds dédiés SUD SOUDAN		-203	-22 080		203	-24 102	2 021	0
300 -Fonds dédiés R.C.A.			-97 694			-97 694		
320 -Fonds dédiés BANGLADESH		-1 589	135		1 589		135	
330 -Fonds dédiés TCHAD								
340 -Fonds dédiés BIRMANIE			1 822			-49	1 871	
350 -Fonds dédiés ZIMBABWE								
TOTAL	0	-57 402	-326 576		57 402	-330 603	4 027	0
Ecart de conversion Passif - Variation								
TOTAL	23 615 704	-22 780 213	20 457 016		57 402	-330 603	4 027	21 676 485

La majeure partie des subventions sont comptabilisées pour leur valeur contractuelle à la date de la signature du contrat et font l'objet, dans la mesure où le projet est pluriannuel, d'une comptabilisation d'un fonds dédié à la date du 31/12 de chaque année.

Le volume d'activité en 2011 a permis :

- (1) l'utilisation des Fonds Dédiés constatés au 31/12/2010 pour 22.780 K€ sur 23.616 K€ soit 96% des engagements constatés sur l'exercice précédent
- (2) la reconstitution d'un montant de fonds dédiés à la clôture de l'exercice 2011 d'un montant de 20.457 K€. à engager sur les exercices futurs.

Depuis l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises étrangères sont calculés en fonction de leur taux d'origine puis ajustés par un écart de change actif ou passif pour les ramener au taux de clôture.

Pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser en «Différences de conversion actif et passif» (comptes 476 et 477) la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif et Passif, analysée globalement par devise. Au 31/12/2011, la provision s'élève à 55.232 Euros, contre 23.956 Euros au 31/12/2010

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une diminution nette des charges programmes de 64 970 Euros, en contrepartie de produits financiers pour un montant de 279.839 Euros et 214.869 Euros en charges financières.

VII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 327.191 Euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litiges pour 271.958 Euros (principalement des risques fiscaux liés aux personnels expatriés et des risques d'inéligibilité de dépenses dans le cadre d'audits bailleurs) et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 55.232 Euros.

Les provisions pour litiges concernent principalement des risques fiscaux liés aux personnels expatriés et locaux et des litiges sociaux sur les missions (198.490 Euros). Elles incluent également des pertes à terminaison attendues sur trois programmes en cours en RDC à la clôture de l'exercice 2011 pour un total de 73.468 Euros.

VIII – DETTES

Les dettes sont décomposées en cinq sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachées
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Autres dettes – dont partenariat

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2011.

IX - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

X - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES INTERNATIONAL est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations. Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES INTERNATIONAL.

XI - EFFECTIFS

Au 31/12/2011, les effectifs s'élèvent 192 salariés (équivalent temps plein).

XII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

XIII - ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'Association SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est constituée caution limitée envers la SCI DOLPHI à hauteur de 103 644 € au titre de la location des bureaux de Clichy (92110), 50 rue KLOCK.

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, SOLIDARITES INTERNATIONAL a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 29 K Euros. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

Selon les modalités d'escompte (Loi Dailly) accordées par le pool bancaire à Paris, le montant des créances cédées au 31 décembre 2011 s'élève à 1.118.308 Euros. Ce total ouvre le droit à l'utilisation de la ligne de crédit à hauteur de 928K Euros, soit 83% des créances cédées et 47% du plafond autorisé.

Dans le cadre de certains projets d'aide humanitaire, le bailleur de fonds exige un partage du financement, soit avec un autre bailleur de fonds institutionnels soit avec des fonds privés. A la signature du contrat, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à mener à bien le projet et de trouver le pourcentage de cofinancement requis. Au 31/12/2011, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est engagé sur trois projets :

- un premier projet en Afghanistan pour un montant total de 1,5 Millions d'Euros avec un cofinancement restant à trouver de 82.661 Euros
- un deuxième projet en Afghanistan pour un montant total de 2,8 Millions d'Euros avec un cofinancement restant à trouver de 143.413 Euros
- un projet en Consortium au Kenya pour un montant total de 1,5 Millions d'Euros pour SOLIDARITES INTERNATIONAL avec un cofinancement restant à trouver de 316.308 Euros.

Les contrats concernés se clôturant en 2013 et en 2014, ces montants n'ont fait l'objet d'aucune dotation aux provisions pour risque et charge sur l'année 2011.

A ce titre il est rappelé que depuis l'exercice 2009, l'association provisionne de façon systématique, par l'intermédiaire des fonds dédiés comptabilisés, les co-financements qu'elle estime probables de ne pas être en mesure de trouver. Ceci concerne notamment tous les co-financements non trouvés à la fin de l'exercice N, pour des programmes se terminant en N+1 (soit en 2012 pour l'exercice clos au 31.12.11).

Aucun programme n'a été concerné pour l'exercice 2011.

XIV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Il fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.

Le règlement CRC 2008-12 homologué par arrêté du 11 décembre 2008 prévoit désormais un cadre normalisateur qui a été appliqué pour la première fois à l'exercice 2009.

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe. Les données présentées dans le compte d'emploi annuel des ressources sont majoritairement issues directement de la comptabilité générale et/ou analytique de l'association. De façon plus marginale, des clés de répartition ont pu être utilisées afin de ventiler les dépenses au niveau des emplois.

LES EMPLOIS

Le Compte d'emploi annuel des ressources affiche deux colonnes : les emplois annuels totaux et l'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur l'exercice. Dans les deux cas, les emplois se décomposent en trois rubriques :

- les Missions sociales
- les Frais de Recherche de Fonds
- les Frais de Fonctionnement

Pour les Emplois annuels totaux sont identifiés également les dotations aux provisions et les engagements à réaliser sur ressources affectées.

La colonne « Emplois de 2010 » permet de conserver un comparatif par rapport au dernier exercice. Les Contributions Volontaires en Nature ne font plus partie intégrante des Missions Sociales mais sont présentées à part en bas du tableau.

Emplois de 2011

Missions Sociales

Les «Missions Sociales» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES INTERNATIONAL. Elles sont réparties comme suit :

- Missions Humanitaire à l'international
- Support aux Opérations

• **Missions Humanitaires à l'international**

Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation de l'action sur place. Ils comprennent les ressources humaines expatriées et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.

Les dépenses sont affectées aux projets d'aide humanitaire qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé ou une affectation spécifique de la générosité publique. Il s'agit également des dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont

financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture.

Les dépenses comprennent également les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.

Toutes charges et produits exceptionnels et financiers directement imputables aux missions sont inclus dans cette rubrique. Il s'agit notamment des résultats financiers des missions sur les mouvements de devises et les contrats bailleurs et de l'impact financier des incidents sécuritaires et litiges.

Les dépenses missions humanitaires à l'international sont réparties par mission comme suit :

SOLIDARITÉS INTERNATIONÁL				
2011				
MISSIONS HUMANITAIRES A L'INTERNATIONAL (en euros)	CHIFFRES 2011	CHIFFRES 2010 (en millions d'euros)	TOTAL MISSIONS 2011	TOTAL MISSIONS 2010
Asie				
Afghanistan	3 336 473	27 214	3 363 687	3 113 473
Bengladesh	2 623 692	-	2 623 692	917 105
Indonésie	-	-	-	2 960
Myanmar	2 050 631	115 538	2 166 169	1 225 740
Pakistan	3 400 294	11 892	3 412 186	1 221 623
Thaïlande	784 366	3 874	788 240	886 298
Total Asie	12 195 457	158 518	12 353 975	7 361 279
Afrique				
Burundi	1 376	-	1 376	744 970
Côte d'Ivoire	1 356 469	72 801	1 429 270	1 114 285
Kenya - Somalie	5 619 770	131 824	5 751 594	3 955 033
Liberia	2 400 133	64 428	2 464 561	1 117 080
Libye	10 549	-	10 549	-
Mauritanie	105	-	105	-
RCA	1 872 618	154 728	2 027 346	1 568 011
RDC Nord Kivu	5 815 087	796 652	6 611 739	7 154 531
RDC Province Orientale	5 375 851	590 562	5 966 413	6 909 887
RDC Katanga	2 912 068	19 699	2 931 767	2 065 196
RDC Kinshasa	391 836	22 340	414 176	-
Soudan	10 445	-	10 445	4 338
Sud Soudan	1 365 135	-	1 365 135	1 342 598
Tchad	1 485 090	640	1 485 730	1 356 387
Zimbabwe	416 537	-	416 537	538 552
Total Afrique	29 033 070	1 853 674	30 886 744	27 862 192
Caraiïbes et les Amériques				
Haïti	6 628 359	20 369	6 648 728	4 508 822
Total Caraïbes et les Amériques	6 628 359	20 369	6 648 728	4 508 822
Europe et Moyen Orient				
Total Europe et Moyen Orient	-	-	-	-
TOTAL MISSIONS A L'INTERNATIONAL	47 856 887	2 032 561	49 889 447	39 732 293

Le montant par mission des Contributions Volontaires est inclus dans le tableau afin d'apprécier le volume d'activité total pour l'exercice.

- **Support aux Opérations**

Cette rubrique comprend les frais du siège relatifs à la gestion des activités des missions à l'international. Il s'agit notamment des dépenses du service Missions avec les équipes ayant des responsabilités opérationnelles et financières par zone géographique et leur responsable. Il inclut également la cellule technique, la gestion des ressources humaines expatriées et la logistique liée aux missions. Aucun frais de structure (loyers et charges du siège et du stock, assurances, télécommunications) n'est attribué à ce poste.

Frais de Recherche de Fonds

- **Frais d'appel à la générosité du public**

Les «Frais d'appel à la générosité du public» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public : opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège.

- **Frais de recherche d'autres fonds privés**

Les «Frais de recherche d'autres fonds privés» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat privé, notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

- **Frais de recherche de subventions**

Les «Frais de recherche de subventions» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat public (avec les Agences de l'Eau et les Collectivités en particulier), notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

Les frais de fonctionnement de l'association

Les «frais de fonctionnement de l'association» sont composés de quatre postes distincts:

- les frais d'information et de communication
 - les frais du siège
 - les charges exceptionnelles
 - les charges financières
- Les «frais d'information et de communication» regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que des campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - www.solidarites.org et www.votregouttedeau.org – la campagne « e-pétition », les événements autour de la journée mondiale d'eau, 50% des frais du journal de l'association, les charges associées avec les supports de communication (dossiers spéciaux etc.) et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.
 - Le poste «frais du siège» comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les rubriques Missions Sociales ou Frais de recherche de Fonds et d'Information et de Communication. Il s'agit des frais de support du siège, les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.).

- Le poste «charges financières» comprend les intérêts bancaires liés aux comptes bancaires du siège ainsi que les pertes de change résultant de la valorisation en euros des comptes et des caisses US dollars du siège.
- Le poste «charges exceptionnelles» consiste en des charges exceptionnelles du siège, celles résultant des incidents terrain se trouvant en missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Emplois suivent le « Total des Emplois de l'Exercice inscrits au Compte de Résultat» :

Dotations aux provisions

Il regroupe l'ensemble des dotations pour risques : les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers ainsi que les risques de pertes de change latentes. Les dotations concernent les missions et le siège.

Engagements à réaliser sur ressources affectées

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui seront rapportés aux exercices ultérieurs.

En bas de tableau, se trouve la partie non financière de l'activité de SOLIDARITES INTERNATIONAL.

C'est pourtant un indicateur important du volume total d'activité. Il s'agit des **Contributions en**

Nature

reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires et valorisées dans les Emplois de 2011.

Elles concernent principalement les dons reçus de l'UNICEF, pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du PAM, pour les distributions alimentaires. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement, d'autre matériel de première nécessité et des ressources humaines dans le cadre de partenariats de compétences.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES INTERNATIONAL reste négligeable et n'est valorisée ni en 2011 ni en 2010.

Le montant du Total Emplois Utilisés en bas de tableau représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.

Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2011

Il s'agit d'explicitier pour chaque rubrique la part des Emplois de 2011 qui a été financée par les ressources collectées auprès du public.

La méthode retenue pour cette affectation se fonde sur les principes suivants :

- Les ressources collectées auprès du public peuvent être affectées ou non affectées
- Les subventions institutionnelles se décomposent en deux parties :
 - o en premier, un financement des dépenses directes du projet ;
 - o en deuxième, un pourcentage –variable selon le bailleur de fonds – contribuant aux frais administratifs de l'Association.
- Avec des ressources collectées auprès du public largement inférieures aux ressources institutionnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL a pris le principe d'une affectation prioritaire de ces ressources précieuses.

En pratique, ces principes traduisent en une affectation comme suit :

1. **Les frais d'appel à la générosité du public** viennent en déduction des ressources et établissent les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'affectation de l'intégralité des dépenses de cette rubrique.
2. **Les Missions à l'International** utilisent en priorité les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'ensemble des frais de la définition Missions Humanitaires à l'international ci-dessus, à l'exception des dépenses de projets faisant l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou un organisme privé. C'est l'affectation de ressources à cette rubrique qui permet à SOLIDARITES INTERNATIONAL d'agir en cas de catastrophe naturelle ou grande crise, de financer des projets intégralement ou en partie et qui assure la continuité de missions.
3. **Le résultat de l'exercice** est considéré par SOLIDARITES INTERNATIONAL comme résultant de l'affectation des ressources collectées auprès du public. En conséquence, l'affectation des ressources aux rubriques 4. et 5. augmente ou diminue selon que le résultat est excédentaire ou déficitaire. La participation aux frais administratifs des bailleurs institutionnels ne finance pas l'intégralité des Frais de Fonctionnement et du Support aux Opérations de l'exercice. Elle est donc obligatoirement consommée dans l'exercice et ne participe pas au résultat.
4. Le **Support aux Opérations** est défini comme la priorité suivante, en fonction des ressources restant après affectation aux 1. et 2. et du résultat de l'exercice.
5. Les **Frais de Fonctionnement** arrivent en dernière place dans cette affectation en raison de la participation importante des bailleurs institutionnels et privés.

Part des acquisitions: elle est calculée selon le ratio des Ressources nettes collectées auprès du public par rapport aux frais de fonctionnement, aux frais de communication et au résultat de l'exercice 2011. Le pourcentage résultant de ce calcul est appliqué au montant des acquisitions des immobilisations de l'année.

La même méthode s'applique au calcul de la part des dotations aux amortissements.

LES RESSOURCES

Comme pour les Emplois, les Ressources sont affichées en deux colonnes :

- les Ressources Collectées sur 2011
- le Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2011.

Les quatre catégories des Ressources Collectées sur 2011:

- Ressources Collectées auprès du public
- Autres fonds privées
- Subventions et concours public
- Autres produits

Seule la première catégorie, « Ressources Collectées auprès du public », concerne la colonne « Suivi des ressources collectées auprès du public » et le contenu de cette rubrique est identique pour les deux colonnes.

Les reprises de provisions et le Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se rajoutent à ces catégories pour arriver au Total Produits.

La colonne « Ressources Collectées sur 2010 » permet un comparatif par rapport au dernier exercice. Les Contributions Volontaires en Nature sont affichées à part en bas du tableau.

Ressources collectées auprès du public

Les « Ressources collectées auprès du public » comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds : par courrier, opération téléphonique, internet et prélèvement automatique.

On distingue les dons et les legs affectés des non affectés. L'affectation intervient au moment du don ou du leg selon la demande précisée par le donateur, sans possibilité de réaffectation, sauf accord au

préalable de celui-ci. Le mouvement des dons et legs affectés d'un exercice à l'autre apparaît dans la ligne «Variation des fonds dédiés collectés auprès du public».

Autres fonds privés

Les «Autres Fonds privés» recouvrent les fonds collectés dans le cadre de partenariat avec des entreprises et autres organismes privés (ex. Fondations). Les fonds collectés font l'objet d'un accord spécifique entre l'Association et l'organisme privé qui détermine la nature du soutien. Cela va du projet spécifique à des actions plus larges dans une zone géographique ou un domaine particulier.

Subventions et concours publics

Les «Subventions et concours publics» comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues par deux canaux : le siège ou les missions directement.

Autres Produits

Les «autres produits» sont composés de trois postes distincts:

- Autres produits d'exploitation
 - Produits exceptionnels
 - Produits financiers
-
- Le poste «Autres produits d'exploitation» regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement de la CPAM, et les remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2011, SOLIDARITES INTERNATIONAL disposait d'un contrat aidé et deux contrats de professionnalisation en cours.
 - Le poste «Produits financiers» comprend les intérêts bancaires sur placements et les gains de change éventuels sur les mouvements en devises au siège.
 - Le poste «Produits Exceptionnels» comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.) au siège. Ceux résultant d'actions terrain se trouvent en net des charges dans le rubrique Missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Ressources collectées sur 2011 suivent le «Total des Ressources de l'Exercice inscrites au Compte de Résultat» :

Reprise des Provisions

Il regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risques ainsi que pour risques de change.

Report des Ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Ce sont les engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours ainsi que les reprises des engagements spécifiques aux contrats en devises.

En bas de tableau se trouvent **Les Contributions Volontaires en Nature:**

Afin de montrer le véritable volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Ce sont surtout des dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaire, en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires. Est également comprise la valorisation des dons de compétences dans le cadre de projets spécifiques.

Au final, le montant du Total des Ressources utilisées, en bas de tableau, représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3. TABLEAUX DETAILLES

IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	151 744	3 985	6 022	149 708
Immobilisations corporelles	504 072	117 885	10 400	611 557
Immobilisations financières	154 244	48 304	43 075	159 474
TOTAL	810 061	170 174	59 497	920 738

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	132 492	11 074	6 022	137 544
Immobilisations corporelles	354 882	40 026	10 400	384 508
Immobilisations financières				
TOTAL	487 375	51 099	16 422	522 052

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	375			375
Immobilisations financières				
TOTAL	375			375

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	381 051	82 245	191 337	271 959
Provisions pour risques de change	23 956	55 233	23 956	55 232
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	405 006	137 478	215 293	327 191

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2011			
Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	20 763 606	15 242 490	5 521 116
Baillleurs - débiteurs divers	20 413 529	14 892 413	5 521 116
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	64 160	64 160	
Fournisseurs débiteurs	21 156	21 156	
Fournisseurs RRR et autres avoirs			
Autres débiteurs	264 760	264 760	
TOTAL	20 763 606	15 242 490	5 521 116

Les projets concernés par les créances à échéances à plus d'un an sont à 60% des projets pluriannuels financés par EuropeAid. Les créances bailleurs incluent les montants totaux dus dans le cadre de projets en Consortium ou en partenariat à hauteur de 1.094K€. Ce montant trouve sa contrepartie dans le poste « autres dettes » (cf. ci-après).

Les « autres débiteurs » concernent des avances opérationnelles accordées pour la mise en œuvre de projets en RDC Province Orientale à hauteur de 177K Euros. Ces zones reculées nécessitent l'ouverture d'avances par la remise de fonds en espèces dont leurs remboursements dépendent de la durée des actions et du retour aux bases principales. Les créances relatives aux accords de partenariat en cours en RCA et au Libéria à fin d'année 2011 s'élèvent à 30K Euros.

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2011			
Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont:	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	-	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	866 886	866 886	-
Dettes fiscales et sociales	1 110 077	1 110 077	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter	-	-	-
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	572 837	572 837	-
Autres dettes - dont partenariat	1 094 142	1 094 142	-
TOTAL	3 643 942	3 643 942	-

Les autres dettes incluent les montants restant à verser aux partenaires opérationnels sur le terrain pour des projets ouverts au 31/12/2011. Il s'agit pour la première fois de Consortia gérés par SOLIDARITES INTERNATIONAL en chef de fil: en Afghanistan avec Action Contre la Faim et Medair (385K€) et au Kenya avec PISP et VSF (457K€). Les partenariats avec ALIMA en Haïti (213K€) et Groupe URD au Tchad (39K€) se poursuivent au 31/12/2011.

COMPTES DE REGULARISATION

RECAPITULATIF CCA FNP CP PNP ANP								
	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Autres Charges fiscales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
SIEGE	47 250	66 710		211 653	155 443			7 284
SIEGE / COMMUNICATION	2 342					1 794		
BIRMANIE								6 743
KENYA	20 126							
HAITI	9							49 517
MAURITANIE								105
LIBERIA	2 429							
RCI								156 630
RCA								26 159
RDC KINSHASA								15 200
RDC PROVINCE ORIENTALE	4 283							
RDC NK NORD KIVU	4 253							3 373
SUD SOUDAN	14 094							
THAILANDE	1 619							
TOTAL	96 404	66 710		211 653	155 443	1 794		265 010

RESULTAT FINANCIER

		Débit	Crédit
CHARGES FINANCIERES			
661000	INTERETS BANCAIRES SIEGE et TERRAIN	26 083	
666000	PERTES DE CHANGE	1 080 603	
686500	PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	55 233	
	TOTAL	1 161 919	
PRODUITS FINANCIERS			
761000	PRODUITS FINANCIERS		
764000	REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		56
766000	GAINS DE CHANGE		711 934
768100	INTERETS BANCAIRES SIEGE		13
768800	INTERETS COURUS		221
786500	REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE CHANGE		23 956
	TOTAL		736 180
	RESULTAT FINANCIER	-425 738	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 1.080.603 Euros et les gains de change à 711.934 Euros.

Ces gains et pertes de change reflètent l'impact des évolutions de taux de change des devises – notamment l'US Dollar - par rapport à l'Euro sur la mise en œuvre des projets sur les missions à l'international. Il s'agit de l'impact notamment de change (pertes et les gains) :

- sur les transferts de la trésorerie (les réceptions de fonds et les approvisionnements des missions)
- sur l'écart de conversion constaté à la clôture sur les comptes de caisses et de trésorerie en devises
- à la variation des taux historiques à la date de signature des contrats et du taux de la devise au jour de l'encaissement.

Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie (escomptes Daily) consenties par notre pool de banque (BNP Paribas, Le Crédit Lyonnais, Crédit Coopératif, CDC)

RESULTAT EXCEPTIONNEL

		DEBIT	CREDIT
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
671100	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	205 184	
671200	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN	4 859	
672000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS	26 709	
678800	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	767	
	TOTAL	237 519	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
771000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		54 391
771800	CESSION EQUIPEMENTS DURABLES BAILLEURS		14 222
772000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		
775200	PROD CESS° IMMO CORPO		
778800	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		1 340
	TOTAL		69 952
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	-167 567	

Les produits exceptionnels terrain résultent des ventes de certains véhicules et matériel sur des missions au Zimbabwe, Sud Soudan, Kenya, Tchad, en RDC et en Côte d'Ivoire à hauteur de 18K Euros. Il s'agit aussi de différents remboursements reçus durant l'année : d'autres ONG qui partagent les frais de locations des bureaux ou d'acquisition du matériel, les frais d'avocats concernant le suivi des dossiers, de fournisseurs ou de personnel en règlement de litiges.

Une part importante des charges exceptionnelles résulte de rappels d'impôts: au Kenya concernant l'impôt sur le revenu des salariés expatriés (70,4K€) et en RDC Katanga pour les salariés nationaux (14K€). Les autres charges concernent différents incidents sur les missions notamment la saisie d'un bateau à la frontière du Sud Soudan et l'attaque sur la base de Ndélé (RCA) (9K€) et des ajustements de subventions pour deux contrats de la HCR (46,2K€) et Caritas (6,9K€). Les charges exceptionnelles sur exercices antérieurs concernant le montant remboursé à DG ECHO suite au dernier audit en 2010 concernant la période 2007 à 2009.

EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2011: 193
 Effectif 2011 en équivalent temps plein: 192
 Effectif déclaré sur la DADS 2011: 388

Rapport des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice										1 311 694	
Ressources collectées auprès du public											
Missions sociales											
Missions humanitaires à l'international:											
Asie	12 195 457	7 239 768	217 082	2 986 872	3 288 405	2 986 872	3 288 405				
Afrique	29 033 070	24 159 079	949 861	438 724	110 907	438 724	110 907				
Caribbes et les Amériques	6 628 359	4 061 228	169 071	66 952	1 371	66 952	1 371				
Europe et Moyen Orient	-	-	-	2 780	-	2 780	-				
Total Missions à l'international:	47 856 887	35 460 075	1 336 014	2 986 872	3 403 744	2 986 872	3 403 744				
Support aux Opérations	1 702 857	1 243 961	400 614	3 495 329	-	3 495 329	-				
Missions sociales	49 559 744	36 704 036	1 736 628	1 169 085	3 403 744	1 169 085	3 403 744				
Frais de Recherche de Fonds											
Frais d'appel à la générosité du public	1 583 789	1 878 710	1 583 789	4 131 015	4 110 108	4 131 015	4 110 108				
Frais de recherche d'autres fonds privés	59 495	34 100		21 542 709	19 543 620	21 542 709	19 543 620				
Frais de recherche de subventions	24 546	25 408		13 835 838	16 146 335	13 835 838	16 146 335				
Frais de recherche de fonds	1 667 830	1 938 219	1 583 789	2 609 329	3 201 563	2 609 329	3 201 563				
Frais de Fonctionnement											
Frais d'information et Communication	377 354	256 918		37 061	17 312	37 061	17 312				
Frais du siège	1 514 062	1 266 567		1 691	1 340	1 691	1 340				
Charges exceptionnelles	1 098	6 341		3 305	30 128	3 305	30 128				
Charges financières	26 226	75 208		42 057	48 779	42 057	48 779				
Frais de fonctionnement	1 918 740	1 645 033		42 057	48 779	42 057	48 779				
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	53 146 313	40 287 288	3 320 417	46 825 362	50 796 246	46 825 362	50 796 246				3 403 744
Dotations aux provisions	137 478	144 083		31 535	215 293	31 535	215 293				
Engagements à réaliser sur ressources affectées (1)	20 457 017	19 448 229		13 099 198	22 780 213	13 099 198	22 780 213				
TOTAL DES EMPLOIS (2)	73 740 808	59 879 600		59 956 095	73 791 753	59 956 095	73 791 753				-32 382
Excédent	50 945	76 495									
TOTAL GENERAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	73 791 753	59 956 095	3 320 417	59 956 095	73 791 753	59 956 095	73 791 753				3 371 362
Part des acquisitions 2011			40 374								
Neutralisation des dotations aux amortissements			16 929								
Valeur Nette Comptable			23 445								
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	3 343 862		3 343 862								3 343 862

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Bénévolat				
Dons en nature : Alimentaire	219 318	13 678		
Dons en nature : Non Alimentaire	1 788 704	4 217 202		
Prestations de service	65 896	75 455		
TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (5)	2 073 918	4 306 335		